

Introduction

L'étude de la genèse du fascisme et du nazisme, dans les années qui suivent la première guerre mondiale, nous offre l'image de mouvements essentiellement urbains, à l'instar de l'ennemi communiste. Le poids politique des campagnes, certes déclinant en Allemagne mais très important en Italie ainsi que l'utilisation par les nazis et les fascistes italiens des thèmes du mécontentement rural n'ont que peu retenu l'attention. Pourtant, en 1918, 55% des actifs italiens travaillent dans le secteur agricole, 43% en France et 35% en Allemagne. En outre, l'opposition fasciste et nazie au communisme, qui a fait l'objet de nombreuses études pour le cadre urbain, n'était pas moins prégnante dans les campagnes. Les mouvements d'extrême droite ont tiré parti de la triple crise des paysanneries allemande, italienne et, avec beaucoup moins de succès, française ¹. La crise est d'abord économique. En Allemagne, les paysans sont très touchés par la déflation qui fait chuter les prix agricoles. Elle est moins rude en Italie et en France où elle est surtout due à la concurrence internationale. La crise est ensuite politique. Les paysanneries allemande et italienne, qui votent respectivement depuis 1912 et 1913, souffrent d'une représentation marginale. Les quelques partis agraires qui se succèdent en Allemagne ne comblent pas ce manque. En France, l'absence traditionnelle de partis corporatistes ne laisse aux paysans que le choix des partis traditionnels. Or, ce choix est de moins en moins accepté dans les trois pays où les partis traditionnels délaissent l'électorat paysan. La voie est libre pour l'expression spontanée et désordonnée d'un mécontentement dont on sait, avec l'étude d'Alain Corbin sur le village de Hautefaye, qu'il peut revêtir facilement une forme violente et irrationnelle ².

¹ Robert O. Paxton, *Le temps des chemises vertes*, Paris, Seuil, 1996, p.23-24.

² Alain Corbin, *Le village des « cannibales »*, Paris, Aubier, 1990.

L'utilisation du mécontentement rural par les nazis et les fascistes italiens ne saurait d'ailleurs suffire à expliquer les liens que tisse le totalitarisme en gestation avec les masses paysannes. Au-delà de la stratégie, il y a bien des préoccupations agraires chez les nazis et les fascistes. Jusqu'aux années 1970, l'historiographie du nazisme a souvent éludé la question en arguant que Hitler n'avait aucune attache paysanne et n'était que peu préoccupé par des questions rurales qu'il ne connaissait guère ³. Or, si Hitler n'a jamais été effectivement très attaché aux masses paysannes, il n'en a pas pour autant manqué de « vision » et de projets. La politique agraire de l'Allemagne nazie n'est pas plus que les autres indépendante de la volonté de créer un Reich *völkisch*, une nation allemande dont la pureté germanique de la *Kultur* aura été retrouvée. Les paysans, en tant que membres les plus enracinés au sol de la communauté, ne peuvent dès lors que faire l'objet d'une attention particulière.

Outre cette question de la place des paysans dans l'édification du nouveau Reich, que l'on retrouve également en Italie, il faut également aborder les aspects « techniques » de ces politiques. L'autarcie voulue dans les deux pays durant les années 30 et, plus encore, la guerre, ont amené une prise en main étatique de l'agriculture, ce qui signifiait bien souvent une rupture radicale avec la politique agraire des régimes précédents. C'est d'ailleurs sur ce plan que les trois régimes nazi, fasciste et vichyste se ressemblent le plus car ils ont en commun la volonté d'unifier l'agriculture par une vaste organisation corporative. Les aspects techniques et l'organisation des administrations de l'agriculture ne seront pas abordées en détail, par souci de clarté et de concision.

Enfin, l'étude de la dimension culturelle des politiques fascistes ne saurait suffire. L'action culturelle des Etats sur les masses rurales considérées comme un des fondements de la nation unit les trois régimes.

³ Les ouvrages de J.E Farquharson, *The Plough and the Swastika*, 1975 et de Paul Corner, *Fascism in Ferrara*, 1981, montrent l'importance fondamentale des campagnes pour la conquête du pouvoir, importance qu'elles gardent une fois le régime assis.

Les masses rurales en crise

Les paysanneries allemande, italienne et française sont confrontées, dans l'entre-deux-guerres, à des degrés variés il est vrai, à une crise majeure. Cette crise revêt trois principaux aspects. Elle est d'abord économique. Dans les trois pays, la situation économique difficile sinon catastrophique est partagée par toutes les catégories sociales et il n'est pas douteux que les paysans allemands et italiens soient au premier rang.

Les crises économiques rurales

L'immédiat après-guerre n'est pas une période noire pour les paysans. Le contexte général d'inflation, qui fait grimper les prix agricoles, la faible mécanisation des exploitations qui permet d'éviter un endettement dû à des coûts de production plus élevés et la chute du prix des terres font des années précédant la grande dépression une époque faste. Ces années de prospérité sont caractérisées par une pérennité des structures économiques de l'avant-guerre. Les salaires et les profits agricoles n'augmentent pas de manière sensible. Dans les trois pays, l'exode rural se poursuit et s'accroît. En Allemagne, la part de la paysannerie dans la population active décline de 30,5 % en 1925 à 28,9 % en 1933. En France, le nombre d'actifs masculins dans l'agriculture diminue de 500.000 personnes entre 1921 et 1931 tandis que la population rurale totale diminue de 600.000 personnes⁴. En 1931, pour la première fois de son histoire, la France sera majoritairement urbaine (51,2 %). En Italie, l'exode rural et surtout l'émigration commencés avant la guerre s'amplifient avant que le pouvoir fasciste n'y mette autoritairement un terme. Bien avant la crise, les attributs de la prospérité contribuent à multiplier les déracinés, de nouveaux urbains déclassés. Les anciens ruraux sont d'autant plus désorientés que l'émigration vers la ville signifie souvent la sortie d'une structure sociale

paternaliste dominée par la figure autoritaire du père ou du patron, notamment en Toscane où les métayers tissent, selon l'expression locale, des « liens d'amours et de reconnaissance » avec les propriétaires⁵.

La crise de la fin des années 20 est mal ressentie par les paysans car elle intervient, en particulier en Allemagne, au moment où le sort des autres catégories sociales s'améliore grâce à la politique de déflation. Pour la paysannerie, la déflation signifie la chute des cours des denrées agricoles (-33% entre 1929 et 1933). En Italie et en France, l'ouverture internationale fragilise nettement des agricultures qui ne s'étaient que peu préoccupé de compétitivité⁶ jusqu'ici. Les effets des politiques de déflation, désastreux pour l'Allemagne, se font également sentir en France. Les cours du blé, symbole, avec le vin, du travail agricole, s'effondrent en 1932-1933. Entre 1931 et 1935, ils ont chuté de plus de 50%⁷. A cette chute, vient se combiner l'impuissance des gouvernements de la troisième république. Comme le note Robert O. Paxton, les gouvernements successifs de décembre 1929 à mars 1934 font voter 6 lois, prennent 39 décrets, 31 arrêtés et 2 circulaires sur le prix du blé⁸. Dans les trois pays, la pression sur les revenus, en particulier sur les salaires agricoles, est très forte. En Allemagne, l'endettement agricole atteint 1 milliard de marks en 1931⁹. Les ouvriers agricoles sont les premiers touchés du monde rural et les premiers à quitter la terre. Le problème est particulièrement aigu en Italie où les *braccianti*, journaliers agricoles, se révoltent massivement contre les propriétaires dans le Latium, en Sicile ou encore dans la basse vallée du Pô dans les années 1919-1922. Ces *braccianti*, qui représentent 60% des actifs dans les Pouilles, 50% en Sicile développent une contestation violente, marquée par le marxisme. Plus que politique, ces révoltes témoignent de la déshérence d'un ordre social

⁴ Annie Moulin, *Les paysans dans la société française*. Paris, Seuil, 1988, p.180.

⁵ John A. Davis (éd.), *Gramsci's and Italy's passive revolution*, London, Croom Helm, London, 1979, p. 143.

⁶ *Ibid.*, p. 151.

⁷ Annie Moulin, *op. cit.*, p. 187-188.

⁸ Robert O. Paxton, *op. cit.*, p. 30-31.

⁹ Georges Castellan, « Bilan social du Troisième Reich. », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XV, juillet-septembre 1968, p.502.

ancien mis à bas par la crise économique. L'Etat, aussi bien en Allemagne qu'en Italie, n'est qu'une force distante. En Italie, le gouvernement Nitti légalise après coup les occupations de *latifundia* jusqu'à l'épuisement du mouvement dans l'année 1921. Entre temps, les fascistes italiens ont pris la défense des intérêts agraires tout en développant un discours social prônant les expropriations et le partage des terres. Dans tous les cas, la crise a permis aux mouvements fascistes de s'accaparer les questions agraires.

Les crises culturelles

Au-delà de la crise économique et de ses conséquences sociales, les paysans affrontent une crise d'identité profonde. En Italie, face à la pression des exportations américaines, canadiennes et sud-américaines de céréales, les grands propriétaires modifient très rapidement les méthodes de mise en valeur des terres et changent de culture. Cette rationalisation accrue de l'agriculture brise les relations traditionnelles entre propriétaires et tenanciers. En Toscane, le système ancien de la *mezzadria*, c'est à dire la grande propriété divisée en lots attribués à familles de métayers, les *mezzadri*, qui doivent en outre un certain nombre de corvées ¹⁰, est brisé. La rationalisation de l'activité du propriétaire rend ses rapports avec les *mezzadri* de plus en plus impersonnels. Le paternalisme, qui se manifestait naguère par des menus avantages accordés aux familles, gestes de largesse qui contribuaient à la paix sociale, n'est plus guère pratiqué ¹¹. La destruction de ces structures -certes inégalitaires- de coopération entre les intérêts agraires et les paysans a ouvert la voie au fascisme et à son mode d'organisation alternatif, la corporation. A contrario, dans les pays scandinaves où la crise n'a pas interrompu cette coopération, les mouvements fascistes n'ont connu, que très peu de

¹⁰ John A. Davis, *op. cit.*, p. 136.

¹¹ *Ibid.*, p.141 & p. 151-153.

succès ¹²Au sein même des familles, le poids du patriarcat décline, car désormais la prospérité des générations futures n'est plus nécessairement conditionnée par la reprise de l'exploitation¹³ tandis que la double-activité, qui a l'avantage de fournir un complément de revenu aux paysans dans pour autant les déraciner, tend à se développer, notamment dans la région de Porto Marghera où un programme d'industrialisation à grande échelle conduit au recrutement de nombreux contingents de paysans de l'arrière-pays ¹⁴.

La France, qui est moins touchée que l'Italie et l'Allemagne par l'exode rural, est épargnée par les mouvements massifs d'expatriation des individus les plus jeunes. Les taux de départs des campagnes sont au plus bas dans les années 30. Pourtant, les angoisses relatives à la désertification des campagnes s'expriment avec plus d'intensité et de violence à cette époque¹⁵. Dans les esprits, c'est une vision des campagnes françaises telles qu'elles seront effectivement après la guerre qui motive un rejet de l'urbanisation croissante et de la ville. Ces départs sont en outre perçus comme une injustice, au moment où la saignée de la guerre rend les bras plus rares et plus précieux. Henry Dorgères utilisera le thème des jeunes paysans sacrifiés dans les tranchées pour fonder un discours paysan unitaire et désigner l'ennemi, c'est-à-dire « l'embusqué », l'ouvrier des villes, le citadin.

La présence, dans l'éventail politique français, des questions paysannes est une singularité que l'on ne retrouve ni en Italie, ni en Allemagne. Dans ces deux pays, la crise culturelle, c'est-à-dire les angoisses paysannes quant à l'avenir de leur identité, ne va pas trouver de réponses dans les propositions des partis politiques traditionnels. La crise culturelle a donc été relayée par une crise politique et non pas seulement par une simple crise de représentation, comme en France.

¹² Geoff Eley, « What Produces Fascism : Preindustrial Traditions or Crisis of a Capitalist State ? », Politics and Society, vol. 12, n°1, 1983, p. 72.

¹³ Richard Bessel (éd.), *op. cit.*, p. 88-90.

¹⁴ *Ibid.*, p.53-55.

Les crises politiques

La crise politique est d'abord une crise de représentation. Cette crise peut être définie comme l'absence de représentant des intérêts paysans ou tout au moins prenant en compte les questions rurales. Cette crise est d'autant plus forte en Italie et en Allemagne où les paysans ont rejoint, peu avant la guerre, le corps électoral avec l'adoption du suffrage universel. En Italie, cette crise de représentation prend vite des allures de crise politique. Les propriétaires terriens, qui sont présents dans tous les partis libéraux, sont déconsidérés aux yeux des petits paysans. Le parti socialiste est mis hors-course par l'échec des mouvements de 1919-1921. La crise de représentation s'est donc bien mué en crise politique. Ce vide est comblé par les fascistes quand le vote paysan n'est pas orienté par des intérêts privés. Ainsi, en Sicile, les mafiosi profitent de la déconsidération des socialistes et des libéraux pour contrôler le vote paysan ¹⁶.

En Allemagne, les partis agraires n'ont jamais pu dépasser le stade de l'influence régionale ou bien d'une influence nationale minoritaire. A la fin des années 20, à la faveur de la fragmentation de la représentation politique, un certain nombre de petits partis agraires, souvent nationalistes, voient le jour. Deux d'entre eux, le *Deutsche Bauernpartei* (DBP) et le *Christlich-Nationale Bauern- und Landvolkpartei* (CNBLP), naissent au printemps 1928 mais sont rapidement victimes de la radicalisation de la vie politique et des discours et sombrent en 1932, victime de l'érosion des militants partis rejoindre le NSDAP ¹⁷. Les projets de création d'un grand parti agraire national en Allemagne se sont heurtés à deux écueils. Le premier réside dans le cantonnement de l'influence de ce type de partis aux seules régions protestantes, si l'on excepte une partie de la Bavière. L'autre obstacle est l'absence de soutien des paysans les plus touchés par la crise qui restent dépendants, comme les paysans siciliens à

¹⁵ Robert O. Paxton, *op. cit.*, p. 50-52.

¹⁶ Anton Blok, *The mafia of a Sicilian village. A study of violent peasant entrepreneurs*. Oxford, Basil Blackwell, 1974, p.141.

l'égard de la mafia et des élites locales. C'est particulièrement le cas en Prusse orientale où l'organisation politique des ouvriers agricoles ne peut se faire que dans la semi-clandestinité.

Mais il existe un obstacle bien plus grand, à partir de la fin des années 20, au succès des partis agraires à vocation nationale. La proximité idéologique de ces partis spécialisés avec la droite conservatrice la plus dure les attirent vers le NSDAP qui dispose d'une technique éprouvée de noyautage et de radicalisation du discours pour absorber les partis de droite. Le *Reichs-Landbund* (RLB), fondé le 1er janvier 1921 entretient ainsi des rapports privilégiés avec la droite dure du DNVP (*Deutschnationale Volkspartei*) et du DVP (*Deutsche Volkspartei*). Mais la structure décentralisée du RLB exclut une réponse adéquate à la radicalisation de la vie politique avec la crise rurale provoquée par la politique de déflation. En outre, le poids de certains caciques locaux de mouvements paysans affiliés au RLB est parfois beaucoup plus considérable que celui du parti lui-même. Cette faiblesse du RLB conduit, à partir de 1927, à des séparatismes. Ainsi les chefs de la *Thüringer Landbund* créent, avec un leader de la Hesse, le CNBLP. Cet exemple, qui n'est pas isolé¹⁸, illustre l'éclatement de l'offre politique destinée aux paysans dans les dernières années de la République de Weimar. Le NSDAP a pu, par le noyautage, la calomnie et la radicalisation du discours rural, absorber ou anéantir ces partis jusqu'à l'obtention du monopole du discours politique destiné aux paysans.

En France, l'évolution est tout autre. Depuis la Révolution française, avec notamment la loi le Chapelier (1791), une tradition de partis nationaux et non corporatistes s'était mise en place. Or, les paysans n'étaient pas particulièrement choyés par les partis après la guerre. La France était de moins en moins paysanne et l'heure était, avec l'essor de l'urbanisation, aux projets de conquête du vote des classes moyennes, nouvel objet sociologique qui avait immédiatement retenu l'attention. Ainsi Déat, au sein de la SFIO, les rénovateurs du Parti

¹⁷ Paul Corner, *op. cit.*, p. 198-199.

¹⁸ *Ibid.*, p. 200-225.

radical encore appelés « jeunes turcs » proposaient une tactique électorale ciblée sur ces classes intermédiaires. L'électeur paysan, très sollicité au début de la troisième République, passait au second plan.

Pour autant il n'a pas été délaissé. Même si peu de députés venaient du monde rural, nombre d'entre eux s'intéressaient de près aux questions agricoles. Robert O. Paxton souligne à quel point Tardieu, président du Conseil puis ministre de l'agriculture en 1931 fut populaire auprès des paysans avec sa politique de relance du prix du blé. A partir de 1935, il se fera le principal avocat d'un nouveau système agricole, corporatiste, naturellement populaire auprès des paysans. Dorgères, qui considérait que le problème essentiel résidait dans l'incapacité de l'Etat à comprendre les intérêts paysans, voyait donc en Tardieu un modèle et une exception. Le chef des chemises vertes (à partir de 1935), ne voyait dans le régime parlementaire qu'un obstacle à la défense du monde paysan et qu'il fallait remplacer par un régime corporatiste ¹⁹. La voie choisie par Dorgères n'était donc pas le combat politique traditionnel qui doit mener au Parlement. Il était donc voué, à l'instar des ligues d'extrême-droite, à l'échec dans le contexte du régime républicain. Pour autant, la voie parlementaire n'était pas plus fertile. Le Parti agraire et paysan français (PAPF), fondé en 1928, n'est que la tentative la plus notable de donner aux paysans une représentation nationale. Le projet échoue, sans doute à cause de l'origine urbaine du chef, Gabriel Fleurant, dont le surnom latin « Agricola » est des plus mal choisi pour représenter une paysannerie peu instruite et peu sensible au bagage culturel des candidats. En 1936, à la mort de Fleurant, le parti achève une agonie commencée en 1934.

En France, la relative clémence de la crise agricole, l'absence d'un véritable exode rural massif et la vie politique n'ont donc pas servi le développement d'un fascisme rural. A l'inverse, en Italie, ces conditions sont réunies dès le lendemain de la guerre tandis qu'en

¹⁹ Robert O. Paxton, *op. cit.*, p. 63-69.

Allemagne les effets conjugués de la crise déflationniste et de l'émiettement de l'offre politique ont permis au nazisme de reprendre à son compte le mécontentement rural.

La séduction des masses rurales

On peut distinguer, en Allemagne et en Italie, trois éléments qui ont constitué l'appareil de propagande fasciste et nazi visant à séduire les masses paysannes. C'est d'abord la reprise des thèmes socialistes, en particulier celui de l'expropriation qui est utilisé pour attirer les électeurs de gauche. Mais cet aspect du discours est mis en retrait voire nié quand, arrivés à maturité, les partis adoptent des thèmes réactionnaires, c'est-à-dire l'exaltation du mode de vie paysan dans ce qu'il a de plus archaïque, avec le thème du retour à la terre comme condition de la régénération du peuple.

Enfin, les régimes en place, qu'ils soient fascistes ou non comme le régime de Vichy, construisent un édifice corporatiste.

La reprise des thèmes socialistes

Comme dans les autres domaines, le NSDAP et les faisceaux de combats ont exprimé lors des premières années de leur existence des revendications sociales et économiques que l'on peut classer de gauche. Le point 17 du programme du NSDAP de février 1920 parle d'expropriation et d'abolition de la spéculation sur les terres²⁰. En Italie, Mussolini s'est toujours donné beaucoup de mal, contrairement à Hitler, pour s'afficher avec des paysans en conduisant des tracteurs ou encore en moissonnant à la faux. Le programme fasciste, outre la *bonifica integrale*, vaste programme de mise en culture, suggérait la mise en pièce et la vente des *latifondi*. Surtout, l'oeuvre sociale fasciste résidait dans une série d'institution qui mêlaient redistribution, secours et propagande. La seule organisation d'ampleur liée à la

²⁰ J.E. Farquharson, *op. cit.*, p. 1-4.

bonifica integrale, l'*Opera Nazionale*, visait à former une jeunesse fasciste sur le mode de la discipline militaire (la *Opera Nazionale Balilla*)²¹.

En France, avec Dorgères, il n'a jamais été question de reprendre les thèmes socialistes. Le futur chef des chemises vertes hait la gauche, en particulier les communistes. Les attaques contre les syndicats agricoles, les instituteurs rouges reviendront régulièrement dans les meetings dès les débuts de Dorgères dans les années 20. Parsal, le secrétaire du syndicat CGT des ouvriers agricoles, le Fédération de la Terre dans le milieu des années Trente, est l'objet d'attaques particulièrement sévères. Dorgères le qualifie de « gréviculteur » ou encore de « Partsale »²². En Italie et en Allemagne, les partis fasciste et nazi s'attachent aussi à déconsidérer les syndicats paysans. Les faisceaux de combat gagnent leur notoriété en brisant les grèves de *braccianti*. Le NSDAP lance des attaques personnelles contre les chefs syndicaux, les accusant d'appartenir à la franc-maçonnerie, cela même avant que les nazis ne se soient dotés d'une organisation agraire spécifique²³ et concurrente. En même temps, le parti s'attache à expliquer le point 17 de son programme originel à la fin des années 20. Il s'agit de démontrer que le programme agraire nazi n'est pas communiste et ne conduit pas à la collectivisation. La clarification est faite dans deux articles rédigés par Werner Willikens, le rapporteur nazi des affaires agricoles au Reichstag, qui paraissent dans les éditions 1929 et 1930 de l'almanach du NSDAP²⁴. Dans l'optique des nazis, une telle explication est vitale, car l'action du parti sur les masses rurales est fondée sur deux présupposés. Les paysans sont, d'une part, conservateurs et, en corollaire, anticommunistes. Un tel constat n'est d'ailleurs pas propre aux nazis puisqu'un universitaire allemand, émigré aux Etats-Unis, écrit en 1937 que la paysannerie, socialement plus homogène et fermée sur elle-même est plus sensible à une

²¹ C. T. Schmidt, *The Plough and the Sword. Labor, land and property in Fascist Italy*, 1938, p.124-126.

²² Robert O. Paxton, *op. cit.*, p. 57.

²³ J.E. Farquharson, *op. cit.*, p.4.

²⁴ *Ibid.*, p. 13.

forme radicale du nationalisme ²⁵. Les élections de 1930 vont en partie confirmer cette idée. Les paysans possédant entre 0 et 20 ha votent en effet massivement pour le NSDAP tandis que la proportion baisse pour les exploitations plus grande. En revanche, la masse des ouvriers agricoles vote pour le SPD ²⁶.

Cette division de l'opinion paysanne et l'adhésion majoritaire des socles des paysanneries nationales, c'est-à-dire les petits exploitants propriétaires, explique le basculement des programmes et l'effacement quasi-total des thèmes de gauche. Mais il n'y a pas eu pour autant une modification des programmes. Les thèmes réactionnaires, notamment chez Hitler, ont toujours existé.

Les thèmes réactionnaires

Hitler et Darré, le futur ministre de l'Agriculture du Reich, avait une vision précise du rôle du monde rural dans le nouveau Reich. Pour autant, ce corpus disparate, à l'image du nazisme tout entier, n'est pas inédit. Ainsi, en 1918, Iversen fonde dans le Schleswig-Holstein la *démocratie des ouvriers agricoles et paysans*. Le mouvement se pose contre la modernité, le matérialisme et le capitalisme et affiche un antisémitisme virulent. Le trésorier du mouvement, Hinrich Lohse, deviendra gauleiter de la province ²⁷. Le *Mouvement du peuple rural* (LVB), fondé par le pangermaniste Klaus Heim et Wilhem Hamkens, issu des *Stalhelm*, adopte comme emblème la charrue et l'épée sur fond noir, en référence au drapeau noir des révoltes paysannes du XVI e siècle. Le mouvement, qui ne veut pas présenter des candidats aux élections, demande la sécurité économique des paysans, la reconnaissance culturelle et un état corporatiste représenté dans une assemblée nationale.

²⁵ C. J. Friedrich, « The Agricultural Basis of Emotional Nationalism. », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 1, n°2, avril 1937, p. 50-51.

²⁶ J.E. Farquharson, *op. cit.*, p. 12.

²⁷ *Ibid.*, p.5-10.

Ces thèmes vont être repris et développés par les nazis qui intégreront évidemment les paysans dans le projet de construction du *Volk* allemand « purifié ». Plus que Hitler, c'est Richard Walter Darré qui sera le théoricien de l'agriculture nazie²⁸. Son parcours ressemble à celui des autres hauts-dignitaires du parti. Né en Argentine, sa scolarité se passe en Europe, notamment en Angleterre. Agronome de formation, il fait la guerre comme officier artilleur. Après la guerre, il rencontre Himmler, agronome comme lui. Darré précise ses théories dans deux livres, en 1928 et 1929. En 1928, dans *Das Bauerntum als Lebensquell der Nordischen Rasse*, il attribue aux peuples nordiques la paternité de la culture européenne. A l'inverse, les juifs sont les parasites de la culture. Le thème est donc typiquement nazi. Cependant, chez Darré, il y a un volet agricole. Darré condamne le judéo-christianisme paysan qui a été imposé par Charlemagne au paysan allemand libre. En 1929, dans *Neuadel aus Blut und Boden*, Darré expose son projet de doter l'Allemagne d'une nouvelle classe dirigeante issue de la communauté rurale. Le projet corporatiste est donc repris par les nazis.

Le programme paysan de 1930 apparaît comme une synthèse de toutes les aspirations rurales. On peut y retrouver des points défendus par Dorgères en France. La première section du programme concerne l'autosuffisance, comme en Italie, avec le souci évident de l'indépendance vis-à-vis des pays exportateurs de blé, à commencer par les Etats-Unis. Il est également question, mais cela ne saurait être étonnant, d'augmentation du pouvoir d'achat. La deuxième section aurait tout à fait convenu à Dorgères puisqu'il est question des impôts, jugés trop élevés, des engrais et de l'électricité, jugés trop chers, des maquignons, présentés comme des parasites et enfin du protectionnisme, qui est souhaité. La troisième section traite de la colonisation des terres, hors d'Allemagne, ce qui correspond au thème du *Lebensraum*. C'est dans la quatrième section que se trouve l'essence du programme rural nazi. La phrase : « La paysannerie doit être élevée économiquement et culturellement » indique que les projets nazis

²⁸ J.E Farquharson, op. cit., p. 16-20.

vont au-delà des questions économiques ²⁹ . Par ailleurs, la dimension « culturelle » du programme dépasse le cadre des coutume et pratiques paysannes. Les paysans occupent une place privilégiée dans la construction du nouveau Reich dont la *Kultur*, aux sens ethnique et racial, sera purifiée. Il importe pour cela de libérer le paysan de son complexe d'infériorité et le rendre conscient de sa propre importance. Le dernier paragraphe pose ainsi le principe de la « revitalisation de la culture paysanne ».

Parce qu'il occupe une place privilégiée au sein du *Volk*, le paysan allemand est particulièrement sollicité par le programme nazi. Nous verrons que cet intérêt n'est pas uniquement électoral. La politique nazie de « revitalisation » de la paysannerie va se traduire concrètement par une série de mesures et d'institutions.

Du côté italien, les aspects réactionnaires du programme sont moins nets et occupent une place moins fondamentale ²⁹. L'idéologie, qui est au fondement de ce programme, est voisine de celle des nazis. Mussolini va même plus loin en parlant de « ruralisation ». Le 26 mai 1927, il déclare ainsi : « Nous devons ruraliser l'Italie, même si cela doit coûter des millions et prendre un demi siècle ». Les réalisations ont été, dans ce domaine, plus modestes que les ambitions. Paul Corner souligne que ce soutien à l'agriculture était anachronique pour un pays en phase avancée d'industrialisation. Ce soutien ne s'est d'ailleurs pas traduit par de réels conflits avec l'agriculture capitaliste. La ruralisation s'appuyait sur l'idée que la paysannerie était d'une plus grande force morale face à une société industrielle et urbaine symbolisant la crise de la civilisation. C'est sur ce plan que Mussolini est le plus proche des nazis. On retrouve ainsi chez Darré, mais aussi chez Heidegger, l'idée que les paysans détiennent la vérité de la culture par leurs moeurs simples et leur franchise ³⁰. Darré avait demandé à Hitler, au tournant des années 20, de parler des campagnes. La vision de la paysannerie comme le socle du Reich s'exprimait dans des phrases comme : « Le Troisième Reich sera un Reich

²⁹ J.E. Farquharson, *op. cit.*, p.203-210.

²⁹ John A. Davis, *op. cit.*, p. 239-269.

paysan ou il passera comme ceux des Hohenzollern et des Hohenstaufen »³¹. La ruralisation est donc le moyen d'exprimer la supériorité morale de l'Italie et de construire le « nouvel homme » fasciste.

Ces programmes ne seront pas oubliés. A partir de 1933, Un système corporatiste, orienté vers l'effort de guerre, se développe en Allemagne tandis qu'une politique raciale touche la paysannerie. En Italie, une politique de soutien de la petite paysannerie propriétaire ne parvient pas totalement à hausser le niveau de vie des campagnes. En France, enfin, le projet corporatiste du régime de Vichy se met difficilement en place à une époque où le rôle du paysan, plus que celui de toutes les autres classes sociales, est glorifié.

³⁰ Martin Heidegger, « Pourquoi nous restons en province. »

³¹ L'identité de l'auteur de la phrase et le sens même de cette phrase nous a conduit à mettre une majuscule à « troisième » pour respecter la signification du texte.

L'Italie fasciste, le troisième Reich, le régime de Vichy et les paysans : doctrines et politiques

Les projets corporatistes

Les trois régimes se caractérisent par la mise en place de systèmes corporatistes qui organisent toute l'agriculture. C'est l'Italie qui achève la première l'édification de la corporation ³². Le travail commence en 1923, avec le pacte du Chigi Palace du 20 décembre où Mussolini nomme une commission de 5 membres chargés d'étudier l'organisation des relations entre capital et travail. Ce travail aboutit moins de 3 ans plus tard, avec la loi Rocco du 3 avril 1926 sur les corporations. L'agriculture est coiffée par deux organisations, le patronat est organisé dans la *confédération nationale fasciste de l'agriculture* et les syndicats des divers secteurs professionnels agricoles sont réunis et organisés dans la *confédération nationale des syndicats agricoles fascistes*, contrôlé par le *conseil national des corporations* qui dépend du ministère des corporations dont le portefeuille est détenu par Mussolini lui-même jusqu'en 1929.

En Allemagne, la constitution de la corporation a été préparée par la prise de contrôle des associations d'agriculteurs et des chambres d'agriculteurs et le 20 avril 1933, jour de l'« anniversaire du Führer », Darré annonce qu'il a pris la « direction de 4000 coopératives agricoles », intégrées dans *l'Association du Reich* ³³. Le Conseil de l'agriculture allemande, qui organise les chambres d'agriculture, s'était soumise le 6 avril 1933. Darré prend possession de la direction de l'agriculture allemande en se faisant attribuer par la Communauté des chefs du Reich des associations agricoles, le titre de *Reichsbauernführer* et

³² Shepard B. Clough, *The Economic History of Modern Italy*, Columbia University press, 1964, p.230-233.

³³ Martin Broszat, *L'Etat Hitlérien*, p. 274-289.

des pouvoirs illimités. La mise en place de la corporation commence le 15 juillet 1933 avec la loi sur « la compétence du Reich pour la régulation de la réorganisation corporative de l'agriculture ». Cette loi est complétée par celle du 13 septembre 1933 sur « l'organisation provisoire du *Reichnährstand* (RNS) et les mesures de régulation des prix et du marché pour les productions agricoles ». La corporation est centralisée et réglée par le principe d'autorité, comme son pendant italien. Par ailleurs, elle fonctionne comme un syndicat unique qui regroupe toutes les activités et les associations, soumis au contrôle du ministre de l'Agriculture. En Italie et en Allemagne, la corporation est liée au parti même si, dans le cas allemand, elle est située en dehors. Les réalisations de ces corporations ont été avant tout économiques, l'aspect « culturel » de la politique appartenant personnellement à Darré et, au-delà à Hitler.

En France, la mise en place de la corporation, au début du régime de Vichy, est beaucoup moins organisée. L'organisation provisoire débute le 21 janvier 1941, avec la constitution de la Commission nationale d'organisation corporative, composée de 26 puis 28 membres ³⁴, dont Dorgères qui est chargé de la propagande. Le reste de la commission est composé de vieux agrariens, des notables jugés peu représentatifs du monde paysan. Cette nouvelle corporation déchaîne immédiatement les foudres. Jacques Le Roy Ladurie considère que la proximité de la défaite rend improbable le succès d'une réforme radicale de l'organisation de l'agriculture française ³⁵. A la fin de l'année 1940, où les pressions allemandes rendent le ravitaillement des villes problématique et où Pierre Caziot, nouveau ministre de l'Agriculture, juge plus prudent de se dessaisir du portefeuille du ravitaillement confié au secrétaire d'Etat Jean Achard, la corporation commence à se mettre en place ³⁶. La loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture dissout l'UNSA (*Union Nationale des Syndicats Agricoles*) qui est remplacée par la commission dont les membres seront nommés

³⁴ Isabel Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, FNSP, 1980, p. 53-71.

³⁵ Jacques Le Roy Ladurie, *Mémoires, 1902-1945*, Paris, Flammarion/Plon, 1997, p. 228-229.

en janvier 1941. Le Roy Ladurie n'apprécie pas de ne pas avoir été consulté avant le 2 décembre et ne voudra jamais intégrer la corporation, même quand Pierre Caziot lui demandera au début de l'année 1941 ³⁷. L'échec de la corporation semble avoir été dû à la volonté de créer une organisation décentralisée, avec une forte structure régionale, ce qui n'allait pas sans poser de problèmes dans un pays occupé. En outre, la corporation agricole a souffert d'avoir été isolée. Elle est en effet restée le seul élément corporatiste du régime de Vichy, contrairement à l'Italie fasciste et à l'Allemagne nazie ³⁸.

Lois agraires et impératifs de guerre

C'est dans le domaine économique que les corporations agricoles se sont montrées les plus efficaces. L'Italie et l'Allemagne sont confrontées au problème délicat de la conciliation du programme économique initial et des impératifs de la guerre, même si une grande partie des programmes vise à créer une « agriculture de guerre ».

En Italie, la « bataille du blé » a consisté, au début du régime, à rompre avec les importations massives de blé en augmentant les rendements à l'hectare. Un comité permanent pour le blé est créé le 20 juin 1925. Les rendements à l'hectare progressent effectivement de 10,5 quintaux en 1909-1913 à 13,9 quintaux en 1931 et 15,9 quintaux en 1933. La production progresse de 4,85 millions de tonnes par an entre 1909 et 1913 à 7,59 millions entre 1935-1939 ³⁹. Cependant les effets sociaux de ce programme d'autosuffisance, qui sont mis en avant par le régime, doivent être nuancés. Les profits les plus importants ont été réalisés par les plus grands producteurs. Le blé est en effet une céréale qui demande relativement peu de travail. Les petits producteurs ont donc finalement peu gagné de cette bataille du blé.

³⁶ Jacques Le Roy Ladurie, *op. cit.*, 233-235

³⁷ Ibid, p. 243-246.

³⁸ Isabel Boussard, *op. cit.*, p. 369-370.

³⁹ Shepard B. Clough, *op. cit.*, p. 240-241.

Pourtant le régime voulait favoriser les petits propriétaires, avec les politiques de la *sbracciantizzazione* et de la *bonifica integrale* ⁴⁰. La *sbracciantizzazione* visait à donner des terres aux ouvriers agricoles qui en étaient dépourvus. la proportion d'ouvriers agricoles tombe effectivement de 44% en 1921 à 28% en 1936. Les journaliers (*braccianti* ou *lavoratori a giornata*) chutent de 39% à 19% dans la même période. Pourtant, le nombre de propriétaire n'augmente pas durant la période. Les ouvriers agricoles et les *braccianti* deviennent des ouvriers fixes, sédentaires et surtout on retrouve une forme limitée de métayage, la *compartecipazione al prodotto*. La politique agraire fasciste qui se voulait progressiste se révèle en fait réactionnaire puisque l'on revient à un état de fait antérieur à la guerre. Il s'agit de favoriser la stabilité et la paix sociale dans les campagnes, les ouvriers agricoles sédentarisés possédant un lopin étant nettement moins vindicatifs que les *braccianti*. Le programme de mise en culture n'est réellement efficace que dans l'Agro Pontino, mis en valeur par l'*Opera Nazionale dei Combattenti*, où 60000 ha sont travaillés et 3000 fermes créées. Ces mises en valeur créent des emplois. Elles occupent en effet près de 80000 personnes en septembre 1933.

En Allemagne, la prégnance des questions raciales rend les objectifs économiques secondaires. Ceux-ci sont par ailleurs peu originaux. Il s'agit de lutter contre la spéculation en limitant les transactions foncières. Il s'agit en outre de limiter la hausse des prix agricoles pour limiter les risques d'inflation, tant le souvenir de 1923 reste présent dans les esprits. Il s'agit enfin d'organiser l'autarcie et la production de guerre. Daniel Schoenbaum note d'ailleurs que l'idéologie du *Blut und Boden* était en contradiction avec l'idée corporatiste, portée par les classes moyennes et la paysannerie moyennement aisée ⁴¹. Mais l'agriculture n'est pas le seul domaine où l'irrationnel prend le pas sur la gestion. Comme dans les autres domaines, la pensée d'Adolf Hitler, qui est relayée dans le domaine agricole par celle de

⁴⁰ John A. Davis, *op. cit.*, p. 243-251.

⁴¹ Martin Broszat, *op. cit.*, p. 287-288.

Darré, est irrationnelle et ne procède pas uniquement, et surtout pas principalement d'une analyse économique précise. En architecture par exemple, la construction d'un pont ne relevait pas seulement d'experts en génie civile, mais aussi de considération quant à l'adéquation du pont à l'esthétique du paysage. Dans le cas de la politique agricole, on retrouve ce type de préoccupations, plus qu'en Italie où les aspects économiques ont toujours prévalu.

Politique agricole et construction du Volk « purifié »

La vision de Darré, que l'on peut qualifier de *Blut und Boden* (« Sang et Sol ») a eu des applications concrètes. Ces réalisations soulignent la contradiction entre les impératifs économiques et l'idéologie nazie⁴². Cette contradiction n'échappe à Darré qui tentera en vain de la résoudre. La *Reichsbauerntag*, assemblée annuelle des paysans du Reich, est organisée à Goslar, petite ville où se situe le siège de la corporation et ancienne ville impériale, à partir de 1934. Dès les origines, des journées sont consacrées à des conférences internes sur le fonctionnement du RNS. Par ailleurs, la *Reichsbauerntag* entretient des liens étroits avec une fête profondément païenne, l'*Erntedankfest*, c'est-à-dire la « fête du remerciement pour la moisson ». Les délégations de *Bauern*, qui avaient reçus des honneurs spéciaux lors de cette fête pour leur productivité exceptionnelle dans l'effort d'autosuffisance (l'*Erzeugungsschlacht*), sont présentés au Führer dans l'ancien palais impérial. La fête de la moisson est totalement dépourvue de référence chrétienne. C'est principalement un exercice de propagande où 700.000 paysans écoutent Hitler, Goebbels et Barré dans le Bückeberg, près de Hameln. Une délégation de *Bauern* visite la chancellerie à Berlin et présentent à Hitler la nourriture et les arts paysans locaux. Ce genre de cérémonie, qui n'est pas sans rappeler ce

⁴² J.E Farquharson, *op. cit.*, p.203-218.

qu'organise Vichy entre 1940 et 1944 montre à quel point la politique agricole allemande était chargée d'archaïsmes, dus à la nécessité pour le régime d' « enraciner » encore plus les paysans à leur terre.

Cet enracinement se traduit, à tous les niveaux du RNS, sauf les plus locaux, par l'activité de deux services spécialisés. Le *Kreisbauernschaft* (KBS) collecte tout ce qui concerne les folklores locaux et procède à des recherches généalogiques sur les familles de *Bauern*. Le *Landesbauernschaft* (LBS) diffuse la publicité des procès spéciaux et des manifestations officielles et tente de ressusciter les coutumes tombées en désuétude.

Le KBS collecte les informations sur tous les aspects de la vie villageoise traditionnelle. Une couturière de Thuringe est ainsi chargée, en 1935, de construire des vêtements traditionnels pour les paysans locaux. Or, ces costumes ont parfois été abandonnés depuis des siècles, si bien que, écrit J.E Farquharson : « la frontière entre le sublime et le ridicule est aisément franchissable ». Une essai diffusé dans les services internes du RNS, intitulé « Sur les vieilles danses germaniques » codifie la danse paysanne germanique. Les danseurs sont blonds, répondent aux critères raciaux des SS. La jeune fille est pure, souriante dans sa robe traditionnelle et son rouet achetés par correspondance dans les publications du RNS. Celui-ci a poussé l'archaïsme jusqu'à adopter les vieux noms tudesques pour les mois du calendrier, Décembre devenant *Julmond*. Mais l'inintelligibilité de tels noms oblige de maintenir les noms modernes, cités entre parenthèses.

Les adversaires de ces recherches et de ces activités ont dénoncé le manque de sérieux et le goût du folklore et d'une authenticité factice faite de fantasmes ruraux. Le projet du RNS était pourtant logique, puisqu'il visait à intégrer les paysans en son sein, ce qui rapproche le RNS des projets des chefs corporatistes français de l'entre-deux-guerre. La dimension raciale de la politique du RNS le singularise néanmoins de tous les autres projets corporatistes. Le KBS a en effet pour fonction de construire les généalogies des familles paysannes, afin de mesurer

leur degré d'enracinement à la terre et aussi la pureté de leur sang. Cette recherche de la lignée pure et si possible ancienne, appelée *Erbhof* vise à connaître et distinguer l'élite paysanne, c'est-à-dire les familles qui peuvent prouver deux siècles de possession de leurs terres (150 ans pour les régions frontalières). Cette élite obtient un certificat signé par le LBS et une plaque commémorative en bois ou en émail. Trois cents familles du Württemberg sont ainsi honorées à Ingelfingen en 1936. On joue une pièce de théâtre, *Der Erbhof*, le RNS organise une procession sportive, des spectacle de danse et expose les arbres généalogiques. Trois ans plus tard, ce sont 1500 familles qui sont accueillies avec le même faste. Or, il existe 150.000 familles potentiellement récompensables. Dès avant la guerre, le RNS doit donc réduire la fréquence et le faste des festivités. Le travail de renseignement est impressionnant, chaque *Erbhof* voit sa propre histoire compilée dans des livres transmis au LBS le 31 mars 1938. A cette date, l'organisation spécialisée, l'Institut de l'hérédité possède déjà des renseignements de santé sur environ 500.000 personnes sur plus de cent ans. La politique de l'*Erbhof*, qui récompense les « purs », vise également à éliminer les « impurs ».

L'emploi des termes de *Zucht* (élevage), de *Rasse* (race) et d'*Auslese* (sélection) indique que l'on recherchait à « revitaliser » les campagnes en autorisant à se reproduire les seuls individus purs quant à leur origine raciale et au passé médical de leur lignée. La propagande nazie a été particulièrement violente sur ce plan d'autant plus que les « moins valables » étaient censé se reproduire deux fois plus vite que les individus sains. Le responsable local du RNS, le *Bauernführer*, donnait des cours du soir intitulés « choix responsable d'un conjoint », où il était question des critères raciaux pour la sélection du futur époux pour les jeunes filles et les jeunes femmes.

C'est dans ce volet racial que se trouve finalement l'impasse de la politique agricole allemande. Hitler avait certes déclaré à Bückeberg en 1933 qu' « un coup d'oeil aux statistiques de population nous montre que le futur de la nation (...) dépend exclusivement de

la « conservation des paysans ». Mais le bien-fondé de cet politique nataliste est bientôt infirmé. Il apparaît que, dès le milieu des années 30, les régions où les fermes sont les plus modernes et productives sont aussi celles où la natalité est la plus basse. Or, à mesure que la guerre approche, la nécessité de l'autosuffisance, de l'*Erzeugungsschlacht* et de la production de guerre vont prendre le dessus sur les projets et les réalisations du RNS.

Conclusion

Les paysans ont été, dès les origines, extrêmement sollicités par les fascistes et les nazis. En Allemagne, les présupposés de conservatisme et d'anticommunisme des campagnes qui nourrissent la sociologie politique de l'époque - et qui étaient d'ailleurs fondés pour les petits propriétaires - attirent les partis de droite « nationale » traditionnels sous le régime de Weimar. Mais la violence des crises paysannes et la faiblesse des partis spécialisés ont ouvert la voie à une récupération national-socialiste des problèmes agraires. En Italie, les fascistes se posent à la fois en recours pour garantir l'ordre dans les campagnes et en réformateur avec des propositions économiques et sociales audacieuses.

Dans les deux cas, les réalisations seront plus modestes. L'Allemagne nazie, l'Italie fasciste mais aussi le régime de Vichy qui réalise une partie des projets de l'extrême droite agraire vont mettre en place un système corporatif qui vise à organiser tous les aspects de l'agriculture. Ce projet, très ancien, n'a rien de révolutionnaire et révèle ce que le nazisme et le fascisme peuvent contenir d'archaïsmes.

En outre, dans le cas allemand, la politique de constitution d'une communauté ethniquement pure se traduit par des réalisations qui entrent en contradiction avec la nécessité de la mise en place d'une agriculture de guerre. Très vite, dans les trois pays, l'organisation fasciste de l'agriculture correspond *de facto* à un contrôle étatique de la production dans le cadre de l'organisation de l'économie de guerre.

La portée des projets agraires fasciste et nazi ne doit donc pas être exagérée, puisque les discours ne se sont que peu concrétisés. Cependant on ne saurait parler d'absence de préoccupation des fascistes pour les paysans. Même chez Hitler, pourtant peu au fait des questions rurales, les paysans constituent le noyau dur du *Volk*. La pensée agraire, enfin, n'a

pas été sans résonance dans le national-socialisme puisque Himmler a largement forgé sa pensée à partir de celle de Darré qui est spécifiquement orientée vers la ruralité allemande.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités

- AZEMA (Jean-Pierre), De Munich à la Libération. 1938-1944. Paris, Seuil, 1979, 412 p.
- BESSEL (Richard, éd.), Fascist Italy and Nazi Germany. Comparisons and contrasts. Cambridge, 1996, 242 p.
- BROSZAT (Martin), L'Etat hitlérien. L'origine et l'évolution des structures du Troisième Reich. Paris, Fayard, 1985, 625 p.
- MOULIN (Annie), Les paysans dans la société française. De la Révolution à nos jours. Paris, Seuil, 1988, 318 p.
- PAXTON (Robert O.), La France de Vichy. 1940-1944. Paris, Seuil, 1973, 375 p.

Etudes sur l'origine des fascismes

- ELLEY (Geoff), « What Produces Fascism : Preindustrial Traditions or a Crisis of a Capitalist State ? », Politics and Society, n°1, vol. 12, 1983, p.53-82.
- HAMILTON (Richard F.), Who voted for Hitler ? Princeton, New Jersey, 1982, 664 p.
- FRIEDRICH (Carl J.), « The Agricultural Basis of Emotional nationalism », The Public Opinion Quarterly, n°2, Vol. 1, avril 1937, p. 50-61.
- CHILDERS (Thomas), « The social bases of the National Socialist vote. », Journal of Contemporary History, vol. 11, 1976, p. 17-42.

Le nazisme et la paysannerie allemande

- CASTELLAN (Georges), « Bilan social du Troisième Reich. », Revue d'histoire moderne et contemporaine, juillet-septembre 1968, tome 15, p. 502-511.
- FARQUHARSON (J.E), The Plough and the Swastika. The NSDAP and agriculture in Germany, 1928-1945. London, Sage publications, 1976, 312 p.
- MOELLER (R.G.), Peasants and lords in modern Germany. Recent Studies in Agricultural History. Boston, Allen & Unwin, 1986, 267 p.

Le fascisme et les paysans italiens

- BLOK (Anton), The mafia of a Sicilian village. A study of Violent Peasant Entrepreneurs. Oxford, Basil Blackwell, 1974, 293 p.
- CLOUGH (Shepard B.), The Economic History of Modern Italy. Columbia University press, 1964, 458 p.
- CORNER (Paul), Fascism in Ferrara. Oxford, 1976.

DAVIS (John A., éd.), Gramsci and Italy's passive revolution. Londres, Crom Helm, 1979, 278 p.
SCHMIDT (Carl T.), The Plough and the Sword. Columbia University press, 1938, 197 p.

Le « fascisme vert », Vichy et les paysans français

BOUSSARD (Isabel), Vichy et la corporation paysanne. Paris, Presses de la F.N.S.P., 1980, 414 p.

BOUYOU (M.), La paysannerie en Périgord : 1940-1950. 1983.

GRENADOU (Ephraïm) & PREVOST (Alain), Grenadou, paysan français. Paris : Seuil, 1966, 253 p.

LE ROY LADURIE (Jacques), Mémoires. 1902-1945. Paris, Flammarion/Plon, 1997, 498 p.

PAXTON (Robert O.), Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939. Paris, Seuil, 1996, 313 p.

Table des matières

Introduction	1
Les masses rurales en crise.....	3
Les crises économiques rurales	3
Les crises culturelles.....	5
Les crises politiques.....	7
La séduction des masses rurales	11
La reprise des thèmes socialistes.....	11
Les thèmes réactionnaires	13
L’Italie fasciste, le troisième Reich, le régime de Vichy et les paysans : doctrines et politiques	17
Les projets corporatistes	17
Lois agraires et impératifs de guerre	19
Politique agricole et construction du Volk « purifié ».....	21
Conclusion.....	25
Bibliographie	28